

## Table des matières

### ENERGIE - CLIMAT – ENVIRONNEMENT – LOGEMENT 3

- LA BAVIERE ET HAMBOURG ADOPTENT DES PROJETS DE LOIS SUR LA PROTECTION DU CLIMAT 3
- VERS UNE STRATEGIE FEDERALE SUR LE NUMERIQUE ET L'ENVIRONNEMENT 3
- DES CONSEQUENCES ALARMISTES DU RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE EN ALLEMAGNE 3
- MANIFESTATION DES AGRICULTEURS CONTRE LES PRESSIONS ENVIRONNEMENTALES ET ECONOMIQUES 3
- UNE COMPARAISON DES LÄNDER EN MATIERE D'ENERGIES RENOUVELABLES 3
- PROMULGATION DES LOIS STRUCTURANTES DU PAQUET CLIMAT MAIS RETARDS PAR AILLEURS 3
- RESURGENCE DES SPECULATIONS AUTOUR D'UNE SORTIE RETARDEE DU NUCLEAIRE 4
- CORRIDOR DEFINI POUR LA SECTION DE SUEDOSTLINK 4
- HAUSSE DES ENERGIES RENOUVELABLES ET BAISSSE DE LA CONSOMMATION D'ENERGIE EN 2019 4
- DEPLOIEMENT DE BORNES DE RECHARGE POUR VEHICULES ELECTRIQUES PAR E.ON POUR BMW 4
- L'ALLEMAGNE SE DOTE D'UN SECRETARIAT INTERNATIONAL POUR LE POWER-TO-X 4
- PREMIERE OBLIGATION VERTE FEDERALE EN 2020 5

### TRANSPORTS 5

- DES MESURES PLUS AMBITIEUSES POUR REDUIRE L'IMPACT CLIMATIQUE DES TRANSPORTS ? 5
- FLIXBUS ENTERRE SON PROJET DE BUS ELECTRIQUE 5
- CETTE ANNEE ENCORE, LA DEUTSCHE BAHN N'ATTEINDRA PAS SON OBJECTIF DE PONCTUALITE 5
- 12 MDS EUR DANS LE RENOUVELLEMENT DU MATERIEL ROULANT DE LA DEUTSCHE BAHN 5
- LA DEUTSCHE BAHN REVOIT A LA BAISSSE SON OBJECTIF DE BENEFICES POUR 2020 5
- LE NOMBRE DE TUES SUR LA ROUTE ATTEINT LE PLUS BAS NIVEAU JAMAIS ENREGISTRE 6
- PLUS D'UN MILLION DE SUV ET DE VEHICULES TOUT TERRAIN NOUVELLEMENT IMMATICULES 6
- ANNULATION D'UN CONTRAT POUR KEOLIS, FAUTE DE PERSONNEL QUALIFIE SUFFISANT 6

### ENTREPRISES 6

- L'INDUSTRIE DE L'ACIER SE VOIT INFLIGER UNE LOURDE AMENDE PAR LE BUNDESKARTELLAMT POUR ENTENTE SUR LES PRIX 6
- CONCLUSION D'UN CONTRAT DE VENTE ENTRE TESLA ET LE LAND DU BRANDEBOURG POUR LE TERRAIN DE LA FUTURE « GIGA FACTORY » DU GROUPE 6
- LES MINISTRES FEDERAUX DU TRAVAIL ET DU DEVELOPPEMENT SOUHAIENT LEGIFERER SUR LA VIGILANCE DES ENTREPRISES 7
- LES ACTIONNAIRES CHINOIS DE DAIMLER POURRAIENT ACCROITRE LEUR PARTICIPATION A 25 % DU CAPITAL DU GROUPE 7
- VENTE DE SCOUT24 A LA SOCIETE AMERICAINE HELMAN & FRIEDMANN POUR 3 MDS EUR 7
- BMW ET DAIMLER RETIRENT LEUR SERVICE D'AUTO-PARTAGE D'AMERIQUE DU NORD ET DE CERTAINES VILLES EUROPEENNES 7
- LE CHINOIS TENCENT SOUHAITE ACCROITRE SA PRESENCE EN ALLEMAGNE 8

- **VERS DES QUOTAS DE FEMMES DANS LES COMITES EXECUTIFS EN ALLEMAGNE ?** 8
- **REUNION DES REPRESENTANTS PATRONAUX A BRUXELLES, POUR COORDONNER LEUR POSITION VIS-A-VIS DE LA NOUVELLE COMMISSION** 8
- **LA COMMISSION VALIDE L'IPCEI SUR LES BATTERIES** 8
- **CONTENTIEUX ENTRE DAIMLER ET NOKIA CONCERNANT LES VEHICULES AUTONOMES** 8
- **LA TRANSMISSION D'ENTREPRISES, UNE DIFFICULTE POUR LE MITTELSTAND ALLEMAND** 8
- **90 % DES PATRONS DU MITTELSTAND SONT DES HOMMES** 9
- **L'ALLEMAGNE SOUHAITE METTRE EN PLACE UN « FONDS DU FUTUR » POUR FINANCER LES START UPS EN CROISSANCE** 9

---

**INTERNATIONAL** 9

- **DETENTE DANS LES RELATIONS ECONOMIQUES ENTRE L'ARABIE SAOUDITE ET L'ALLEMAGNE.** 9
- **INQUIETUDE DES CHERCHEURS ALLEMANDS FACE A LA CHINE** 9
- **LE GOUVERNEMENT CANADIEN POURSUIT VOLKSWAGEN DANS L'AFFAIRE DU « DIESEL GATE »** 9
- **L'ALLEMAGNE EN PREMIERE LIGNE DANS LA DEUXIEME PHASE DU BREXIT** 10

---

**NUMERIQUE, INNOVATION** 10

- **LES GROUPES PARLEMENTAIRES CDU/CSU ET SPD AU BUNDESTAG ENTENDENT PRESENTER UNE MOTION COMMUNE SUR LES CRITERES DE SECURITE RELATIFS A L'EXTENSION DU RESEAU 5G EN ALLEMAGNE** 10
- **LE GOUVERNEMENT ALLEMAND TRAVAILLE SUR UN PROJET INTERNE DE SERVICE DE MESSAGERIE** 10
- **UNE ENTITE DEDIEE AUX AUTEURS D'INCITATION A LA HAINE SUR INTERNET SERA CREEE AU SEIN DE L'OFFICE FEDERAL DE LA POLICE CRIMINELLE** 10
- **UBER MENACE D'ARRET DE SES ACTIVITES EN ALLEMAGNE** 11
- **UN PROJET DE MODIFICATION DE LA LOI SUR LES MEDIAS NUMERIQUES FAIT DEBAT** 11

## **ENERGIE - CLIMAT – ENVIRONNEMENT – LOGEMENT**

### ***La Bavière et Hambourg adoptent des projets de lois sur la protection du climat***

Avec un projet de loi adopté sur la protection du climat, l'exécutif bavarois (CSU/Freie Wähler) entend rendre la Bavière climatiquement neutre d'ici 2050. 700 M€ sont annoncés au cours des prochaines années. Principaux objectifs : une réduction des émissions de CO<sub>2</sub> à moins de cinq tonnes d'ici 2030, une neutralité climatique de l'administration du Land d'ici 2030, la construction de nouvelles éoliennes dans les forêts domaniales, la création d'un fonds pour l'efficacité énergétique. Toutefois, la règle controversée des 10-H, qui régit la construction des éoliennes à proximité des habitations (10 fois la hauteur du mât), continuera de s'appliquer. Quant à Hambourg, la coalition SPD-Verts a adopté un projet de loi visant la neutralité climatique d'ici 2050. Sur les 400 mesures annoncées figurent l'inscription de la limitation du réchauffement climatique dans la Constitution de la ville-Etat, la décarbonisation du chauffage urbain, l'obligation d'installer des panneaux solaires sur les toitures des constructions neuves à partir de 2023.

### ***Vers une stratégie fédérale sur le numérique et l'environnement***

La ministre fédérale de l'environnement, Svenja Schulze (SPD), a lancé, fin novembre à Berlin, un cycle de 10 workshops #umwelt.werkstatt associant les équipes de son ministère, les quatre agences fédérales sous son autorité et des experts extérieurs pour préparer une feuille de route sur le numérique et l'environnement qui doit être présentée en mars 2020. En outre, un an après le lancement de la stratégie allemande sur l'intelligence artificielle, l'appel à projets phares sur l'IA du ministère, lancé cet été et qui a déjà conduit à 300 dépôts de candidature, sera abondé de 20 M€ pour atteindre 45 M€ en 2020. En 2019, 25 M€ avaient été alloués.

### ***Des conséquences alarmistes du réchauffement climatique en Allemagne***

En amont de la COP-25, la ministre fédérale de l'environnement, Svenja Schulze, a présenté le 2<sup>ème</sup> rapport de surveillance du climat du gouvernement fédéral dont les résultats sont inquiétants. En Allemagne, la température moyenne de l'air a augmenté de 1,5 degré entre 1881 et 2018. Rien qu'au cours des cinq dernières années, ce chiffre a augmenté de 0,3 degré. Cela a des conséquences sur la santé, avec des décès supplémentaires (+7 500 en 2003, +6 000 en 2006 et + 6 000 en 2016). Si les choses se poursuivent au rythme actuel, le Service météorologique allemand (DWD) prévoit une augmentation de la température de 3,1 à 4,7 degrés en Allemagne d'ici la fin du siècle.

### ***Manifestation des agriculteurs contre les pressions environnementales et économiques***

Fin novembre, plusieurs milliers d'agriculteurs ont convergé en tracteur à Berlin pour protester contre la politique agricole actuelle et revendiquer plus de considération. Craignant que les nouvelles réglementations environnementales n'accroissent leurs difficultés économiques, les agriculteurs se mobilisent contre le programme du gouvernement qui vise notamment à réduire l'utilisation des pesticides et engrais chimiques et prévoit une interdiction du glyphosate d'ici 2023 et l'interdiction, avant 2021, des herbicides et insecticides ayant un impact dans les zones vulnérables d'un point de vue écologique. Les agriculteurs se plaignent d'être devenus les boucs-émissaires d'une opinion publique de plus en plus sensibilisée aux questions environnementales et à la protection du climat.

### ***Une comparaison des Länder en matière d'énergies renouvelables***

Le Schleswig-Holstein et le Bade-Wurtemberg figurent en tête des Länder en matière d'énergies renouvelables, suivis de la Bavière. C'est le résultat d'une [comparaison](#) publiée pour le compte de l'Agence pour les énergies renouvelables (AEE). La Sarre est classée dernière, suivie de Berlin en 15<sup>ème</sup> position et de la Saxe. Cette 6<sup>ème</sup> étude comparative, établie depuis 2008 par l'Institut allemand de recherche économique (DIW) et le Centre de recherche sur l'énergie solaire et l'hydrogène du Bade-Wurtemberg, est basée sur 61 indicateurs, dont, par exemple, les parts de l'électricité verte, la recherche et les brevets, les objectifs et mesures politiques ou les emplois dans le secteur.

### ***Promulgation des lois structurantes du paquet climat mais retards par ailleurs***

La protection du climat est désormais inscrite dans la [loi fédérale](#) promulguée le 17 décembre. Il s'agit là d'un progrès important par rapport à la situation antérieure. Cette loi stipule que les émissions de gaz à effet de serre seront réduites de 55 % d'ici 2030 par rapport à leur niveau de 1990. En outre, elle rend contraignants les objectifs de protection du climat et de neutralité climatique à l'horizon 2050. Par ailleurs, suite à la mise en place d'une commission mixte paritaire sur le projet de loi fiscal du paquet climat, le gouvernement fédéral et les Länder se sont accordés le 16

décembre sur un compromis qui prévoit le rehaussement du prix d'entrée du carbone à 25 € la tonne en 2021. En contrepartie, une diminution plus forte que prévue de la taxe sur les sources d'énergie renouvelables sera introduite. Ont aussi été actées une répartition plus équitable des recettes générées par la tarification carbone entre le Bund et les Länder ainsi qu'une augmentation de l'indemnité journalière de trajet domicile-travail à titre de compensation. Cet accord a conduit à la promulgation de la [loi pour la mise en œuvre des mesures fiscales du paquet climat](#) le 30 décembre.

Toutefois, le gouvernement n'a pas été en mesure d'adopter la loi sur l'élimination progressive du charbon, laquelle est reportée au premier semestre 2020. Les questions encore en suspens concernent la compensation des opérateurs de centrales à charbon et de la hausse des tarifs de l'électricité. Enfin, les désaccords qui subsistent au sein du gouvernement sur les propositions visant à fixer de nouvelles limites de distances pour les éoliennes terrestres retardent les projets de réforme des règles en matière d'énergies renouvelables. Le gouvernement a néanmoins adopté le 19 décembre une stratégie visant à accroître les économies d'énergie et à réduire la consommation énergétique de 50 %.

### ***Résurgence des spéculations autour d'une sortie retardée du nucléaire***

Le porte-parole du groupe parlementaire CDU/CSU pour la politique économique et énergétique, Joachim Pfeiffer, a remis en question la décision de 2011 de supprimer progressivement l'énergie nucléaire du mix énergétique allemand et s'est déclaré favorable à l'idée de continuer à exploiter certaines centrales nucléaires au-delà de la date butoir de 2022, dans une optique de protection du climat. Néanmoins, en butte aux contestations des Verts, des partis de gauche, et de la Fédération des entreprises de l'Énergie et de l'Eau (BDEW), le gouvernement fédéral a rejeté cette éventualité.

### ***Corridor défini pour la section de SuedOstLink***

L'Agence fédérale des réseaux a défini le corridor de route pour le deuxième tronçon du réseau de transport de courant continu à très haute tension « South-East Link ». Cette section, en Bavière s'étendra sur 137 kilomètres de Hof à Schwandorf, avec un couloir de route d'une largeur de 500 à 1 000 mètres. Le raccordement en courant continu est réalisé exclusivement par câbles souterrains.

### ***Hausse des énergies renouvelables et baisse de la consommation d'énergie en 2019***

Les premières évaluations du Centre de recherche sur l'énergie solaire et l'hydrogène du Bade-Wurtemberg (ZSW) et de la Fédération des entreprises de l'Énergie et de l'Eau (BDEW) révèlent que, pour l'année 2019, 43% de la consommation d'électricité en Allemagne aura été couverte par des énergies renouvelables, contre 38,2% en 2018 et 36,3% en 2017. Par ailleurs, selon les estimations de l'association Energiebilanzen eV (AGEB) (*composée de sept associations de l'industrie énergétique allemande et de trois instituts de recherche sur l'énergie*), la consommation d'énergie en Allemagne aurait diminué en 2019 à 12 815 pétajoules, enregistrant une baisse de 2,3 % par rapport à l'année précédente. Cette diminution serait due à l'amélioration de l'efficacité énergétique et à une baisse cyclique de la consommation d'énergie dans l'industrie. Comme la consommation de charbon a baissé et que les énergies renouvelables ont continué de croître, AG Energiebilanzen s'attend à une réduction sensible des émissions de CO<sub>2</sub> (également corrigée des effets de la température et des variations de stocks) de près de 7 % soit près de 50 M de tonnes.

### ***Déploiement de bornes de recharge pour véhicules électriques par E.ON pour BMW***

L'énergéticien E. ON qui avait annoncé fin 2017 son intention de déployer 10 000 bornes de recharge rapide en Europe d'ici à 2020, reçoit une commande importante de BMW pour installer et exploiter l'un des plus grands réseaux de recharges en Allemagne sur les sites du constructeur automobile. L'énergéticien allemand indique qu'il construira et exploitera d'ici 2021, plus de 4 100 nouveaux points de recharge sur les parcs de stationnements des usines de production, des centres de développement et des bureaux du constructeur automobile. L'énergie sera fournie par des sources renouvelables. La moitié des bornes de recharge seront accessibles au public. Nombre d'entre elles seront installées dans la région de Munich. D'autres emplacements sont prévus à Berlin ou Leipzig.

### ***L'Allemagne se dote d'un secrétariat international pour le power-to-X***

Annoncé par la ministre fédérale de l'Environnement, Svenja Schulze, lors du Sommet sur le climat de Madrid, le nouveau secrétariat international allemand pour le power-to-X (transformation de l'électricité en un autre vecteur énergétique) sera basé à Berlin et dirigé par l'agence allemande de développement GIZ. Cette nouvelle structure animera un réseau destiné notamment à promouvoir la production d'hydrogène vert à l'étranger. Elle compte d'ores et



déjà parmi ses membres le Brésil, l'Argentine et le Maroc, pays avec lequel l'Allemagne entretient une coopération énergétique essentiellement axée sur la production d'hydrogène vert.

### ***Première obligation verte fédérale en 2020***

Tammo Diemer, directeur général de l'Agence financière responsable de la gestion de la dette, a annoncé fin décembre que l'Allemagne s'apprêtait à entrer sur le marché en pleine croissance des obligations dites « vertes » au second semestre 2020. Le volume d'émission sera déterminé dans les mois à venir. Le produit de la vente des obligations vertes aux investisseurs sera affecté aux dépenses fédérales ayant des impacts sur l'écologie et la durabilité. Il est probable que ces fonds soient alloués aux secteurs des transports, de l'énergie et de l'agriculture,

## **TRANSPORTS**

### ***Des mesures plus ambitieuses pour réduire l'impact climatique des transports ?***

L'Agence fédérale pour l'environnement a publié un rapport qui propose des mesures drastiques pour atteindre les objectifs climatiques que s'est fixée l'Allemagne dans les transports (-40% d'émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 par rapport à son niveau de 1990). Le document préconise ainsi une augmentation substantielle du péage poids lourds, la suppression de l'indemnité de déplacement domicile-travail, l'instauration d'une limite de vitesse de 120km/h sur les autoroutes, la fin des subventions accordées aux voitures de société et au diesel. Selon l'agence, les mesures envisagées dans le paquet climat ne combleraient pas un déficit de 20 à 30 millions de tonnes de gaz à effet de serre. Alors que les Verts ont loué le niveau d'ambition élevé de ces mesures, la CDU/CSU et le FDP ont réagi de manière défensive. Christian Jung, expert transport du FDP, qualifie le rapport « d'atteinte à la mobilité individuelle ». Le ministre des Transports, Andreas Scheuer (CSU), a déclaré que « paniquer les citoyens en renonçant, en interdisant et en augmentant les prix n'est pas la bonne approche ». La fédération d'automobiles clubs d'Allemagne a dénoncé, elle, une « lutte idéologique » contre la voiture.

### ***Flixbus enterre son projet de bus électrique***

Flixbus interrompt son unique connexion électrique en Allemagne suite à des problèmes techniques répétés durant la phase d'essai d'un projet pilote entre Mannheim et Francfort. Les trajets ont dû en effet être annulés à maintes reprises, le constructeur chinois n'ayant pas de relai local. Faute d'offre crédible de fabricants en Allemagne, l'entreprise mise sur les autobus à pile à combustible ou à biogaz, technologies qui pourraient être utilisés à partir de 2020 ou 2021.

### ***Cette année encore, la Deutsche Bahn n'atteindra pas son objectif de ponctualité***

L'an dernier, 74,9% des trains longue distance étaient à l'heure. La DB tablait sur une ponctualité de 76,5% pour 2019, ce chiffre ne sera pas atteint selon Ronald Pofalla, directeur de l'infrastructure. Le groupe ferroviaire a toutefois lancé une initiative prometteuse, le plan corridor, qui permet une coordination plus étroite entre les différentes entités de la DB et ses concurrents sur des lignes particulièrement encombrées. Déjà testée sur deux liaisons (entre Fulda et Mannheim et entre Dortmund et Cologne), elle aurait permis d'éviter des milliers de retards. 20 M€ ont été investis pour la gestion de ces deux corridors et 20 M€ devraient être investis par la DB pour deux autres projets de ce type.

### ***12 Mds EUR dans le renouvellement du matériel roulant de la Deutsche Bahn***

La Deutsche Bahn annonce un objectif d'investissement de 12 Mds€ dans l'achat de nouveau matériel roulant d'ici 2026. Il s'agit notamment de faire face à l'afflux de passagers attendu (+ 5 M par an) en raison de la baisse de la TVA sur les billets de train longue distance (passage de 19 % à 7 %), dans le cadre du paquet climat. La DB souhaite également mettre en place des trains à grande vitesse toutes les 30 minutes entre les principales villes allemandes.

### ***La Deutsche Bahn revoit à la baisse son objectif de bénéfices pour 2020***

La Deutsche Bahn prévoit un bénéfice (EBIT) à la baisse de 1,3 Md d'euros pour 2020 alors qu'il devrait se maintenir entre 1,8 et 1,9 Md en 2019. Les dernières prévisions tablaient sur une augmentation du bénéfice à 2 Mds€. R. Lutz, le PDG du groupe explique ces chiffres par un « changement de paradigme », le rendement ne jouera plus un rôle décisif à l'avenir dans les choix stratégiques du groupe. Les investissements nécessaires pour améliorer la qualité de service et la satisfaction des passagers sont la priorité de la DB. Le groupe entend limiter sa dette à 25 Mds€.

## ***Le nombre de tués sur la route atteint le plus bas niveau jamais enregistré***

Selon une [estimation](#) de l'Office fédéral de la statistique fondée sur la période de janvier à septembre 2019, le nombre de tués sur la route devrait atteindre 3 090 en 2019. Il s'agirait du niveau le plus bas enregistré depuis l'introduction de statistiques il y a plus de 60 ans. Le plus faible nombre de décès sur la route à ce jour était de 3 180 en 2017. En 2018, 3 275 personnes ont perdu la vie sur les routes allemandes. Le nombre de blessés devrait également diminuer de 3% en 2019 par rapport à 2018 pour s'établir à environ 383 000. Ceci représente une moyenne quotidienne de 8 décès et de plus de 1 000 blessés sur les routes.

## ***Plus d'un million de SUV et de véhicules tout terrain nouvellement immatriculés***

Les SUV et les véhicules tout terrain représentent aujourd'hui près d'un tiers des immatriculations de voitures particulières neuves en Allemagne. Le boom des SUV et des véhicules tout-terrain en Allemagne se confirme : dès le mois de novembre, la barre des 1,03 million de véhicules a été dépassée, selon les chiffres de l'Autorité fédérale des transports motorisés (KBA), soit 18% de plus que l'année dernière à la même période. « Le rythme élevé des ventes de SUV se poursuivra dans les années à venir », prédit Ferdinand Dudenhöffer, expert de l'industrie. « Si le segment des SUV continue de croître au rythme effréné des dix dernières années, plus de 50 % des nouveaux véhicules immatriculés seront des SUV d'ici 2025 ».

## ***Annulation d'un contrat pour Keolis, faute de personnel qualifié suffisant***

L'organisation des transports de la région métropolitaine Rhin-Ruhr (agglomération regroupant une vaste aire urbaine de Düsseldorf à Cologne et qui regroupe environ 10 M d'habitants) annule un contrat de transport local avec Keolis, au motif que le groupe français n'est pas parvenu à embaucher le personnel ferroviaire nécessaire pour assurer l'exploitation des lignes concernées. La filiale régionale de la Deutsche Bahn devrait reprendre l'exploitation le 15 décembre à titre provisoire. Cet exemple montre, pour le Handelsblatt, les difficultés de recrutement dans le secteur du ferroviaire alors que la Deutsche Bahn cherche à recruter un nombre de plus en plus importants d'agents (13 000 en 2013 et 21 000 en 2018), pour faire face notamment à d'importants départs à la retraite (qui pourraient concerner jusqu'à 200 000 employés dans les prochaines années). KEOLIS reste un opérateur important en Rhénanie du Nord-Westphalie avec 15 lignes réparties sur 4 réseaux.

## **ENTREPRISES**

### ***L'industrie de l'acier se voit infliger une lourde amende par le Bundeskartellamt pour entente sur les prix***

Le 12 décembre 2019, l'Office Fédéral des Cartels, équivalent allemand de l'Autorité de la Concurrence, a infligé une amende de 646 millions d'euros à Thyssenkrupp Steel Europe AG, Ilsenburger Gobblech et Voestalpin Grubbech, pour une entente sur les prix entre 2002 et 2016. Selon Andrea Mundt, Président de l'office fédéral des cartels, cette entente aurait pris la forme de rencontres entre juillet 2002 (expiration du traité CECA de 1952) et août 2008 et se serait matérialisée par l'augmentation jusqu'à 25% du prix de certains produits (notamment des plaques de tôle en quarto) jusqu'à la mi-2016. Pour avoir coopéré avec l'office fédéral des cartels, Voestalpin Grubbech s'est vue infligée une amende réduite et Dillinger Hüttenwerke (une autre entreprise partie au cartel) s'est vue totalement exemptée (ayant coopéré en premier). Le journal *der Spiegel* déclare que Thyssenkrupp et Voestalpin Grubbech ont déjà fait part de leur décision de faire appel devant le tribunal de Düsseldorf. Le journal rapporte également les propos d'un porte-parole de Thyssenkrupp, qui aurait déjà provisionné 370 millions d'euros lors du bilan comptable de l'entreprise publié en novembre.

### ***Conclusion d'un contrat de vente entre Tesla et le Land du Brandebourg pour le terrain de la future « giga factory » du groupe***

Le 20 décembre, Tesla a conclu un contrat avec le Land de Brandebourg pour l'achat du terrain sur lequel le groupe américain envisage de construire une importante usine de production de véhicules électriques. L'Office de protection de l'environnement du Brandebourg a affirmé avoir reçu l'ensemble des documents manquants de la part du constructeur pour pouvoir lancer les procédures d'autorisation nécessaires à la construction de l'usine. Il aurait déjà validé deux dispositions, ce qui rend confiant les autorités du Brandebourg sur la possibilité d'obtenir rapidement l'ensemble des autorisations nécessaires. Le contrat est désormais soumis à l'approbation du conseil d'administration

de Tesla et à celle de la Commission du budget de l'Assemblée du Brandebourg. Les travaux de construction de l'usine pourraient débuter au premier semestre 2020 (Spiegel). Le Ministre fédéral de l'Economie et de l'énergie avait, le 16 décembre, apporté son soutien et proposé son aide à M. Elon MUSK, le Président de Tesla.

### ***Les Ministres fédéraux du Travail et du développement souhaitent légiférer sur la vigilance des entreprises***

Le Ministre de la Coopération et du développement, M. Müller, annonce, dans une interview au Tagesspiegel, son souhait que les entreprises fassent du respect des droits de l'homme et de l'environnement un critère essentiel dans leurs relations avec leurs sous-traitants, dans le cadre des chaînes d'approvisionnement. Il a rappelé son souhait, partagé par le Ministre fédéral du Travail et celui des Affaires étrangères, de mettre en place des obligations légales dans ces deux domaines pour l'ensemble des chaînes d'approvisionnement, si possible dès 2020. Les premiers résultats d'une enquête lancée par le cabinet EY pour le compte du Gouvernement fédéral sur les pratiques des entreprises montrent, selon le Ministre, que seulement 20 % des sociétés interrogées (+ de 500 salariés) respectent le Plan d'action national (un plan comportant des recommandations que les entreprises pouvaient jusqu'alors mettre en place sur une base volontaire). Au lancement de cette enquête cet été, le Gouvernement fédéral avait annoncé son souhait de légiférer si moins de 50 % des entreprises respectaient ce plan.

### ***Les actionnaires chinois de Daimler pourraient accroître leur participation à 25 % du capital du groupe***

La participation chinoise au capital de Daimler pourrait croître. L'entreprise allemande compte déjà trois partenaires chinois, BYD, la société publique BAIC et le constructeur Geely. L'acquisition de 10 % du capital de Daimler par Geely début 2018 a suscité la colère de BAIC, en raison de la rivalité entre les deux entreprises chinoises. BAIC a donc acquis 5 % des parts de Daimler durant l'été 2019 et envisagerait de contrôler plus de 10 % du capital du constructeur allemand pour dépasser Geely comme premier actionnaire chinois. Si cette hausse des investissements chinois est plutôt bien accueillie par les responsables de Daimler en Chine (ils y voient un moyen d'accroître la présence du groupe dans ce pays qui est son premier marché), elle suscite la crainte de certains responsables de l'entreprise en Allemagne. Ils doutent de la véritable indépendance des deux entreprises chinoises l'une par rapport à l'autre et par rapport au Gouvernement de Pékin. Or, ils rappellent que la part du capital détenue par les deux sociétés s'approcherait des 25 % nécessaire pour constituer une minorité de blocage au sein du Conseil d'administration.

### ***Vente de Scout24 à la société américaine Helman & Friedmann pour 3 Mds EUR***

Scout24, l'un des principaux de ventes par petites annonces en Allemagne, a cédé ses branches automobile Autoscout24 et produits financiers Finanzcheck au fonds d'investissement américain Helman & Friedmann pour près de 3 Mds EUR. Cette opération suscite la crainte des constructeurs automobiles allemands. Autoscout et Ebay Mobile.de, la branche automobile d'Ebay, réalisent à elles seules 90 % des transactions de véhicules d'occasion sur la plateforme. La croissance du leasing entraînant une hausse des retours de véhicules auprès des constructeurs, ces derniers craignent le duopole de ces deux plateformes. Les constructeurs ont donc décidé de soutenir HeyCar, filiale de Volkswagen, dont Daimler vient d'acquérir 20 % des parts. L'objectif est notamment d'établir des standards pour la vente de véhicules d'occasion de manière à garantir le niveau des prix sur le marché.

### ***BMW et Daimler retirent leur service d'auto-partage d'Amérique du Nord et de certaines villes européennes***

Dans un contexte structurel et conjoncturel défavorable, BMW et Daimler ont décidé de retirer leur service d'auto-partage « Share Now » de toutes les villes des Etats-Unis et du Canada. Alors qu'en février 2019, un plan d'investissement d'un milliard d'euros avait été annoncé pour renforcer la position du service dans la concurrence mondiale, 75 véhicules ont été volés à Chicago en avril et au regard d'une augmentation générale des coûts d'exploitation, due et combinée à une concurrence sectorielle plus forte et à un manque d'infrastructures de soutien aux nouvelles technologies, le service ne serait aujourd'hui pas rentable. Cette décision prendra effet à partir de fin-février 2020, quand le service sera également retiré de certaines villes européennes (dont Londres, Bruxelles et Florence) pour ne plus se concentrer qu'exclusivement sur 18 autres villes européennes.

## ***Le Chinois Tencent souhaite accroître sa présence en Allemagne***

Le géant chinois du numérique Tencent envisage d'investir plus de 10 Mds USD en Europe d'ici 2020, particulièrement en Allemagne. L'entreprise cible en effet en priorité les technologies allemandes. Elle identifie également la France et le Royaume-Uni comme pays où elle souhaite renforcer ses effectifs. Cette annonce n'est pas sans susciter des craintes en Allemagne, où le contrôle sur les IDE, notamment chinois, s'est largement renforcé. Par ailleurs, une affaire récente concernant la plateforme de vidéo Tiktok, utilisée par près de 4 M de personnes en Allemagne, renforce les craintes d'un contrôle sur les contenus en Allemagne même. L'entreprise aurait ainsi supprimé plusieurs vidéos et aurait délibérément dissimulé des vidéos postées par des personnes en situation de handicap.

## ***Vers des quotas de femmes dans les comités exécutifs en Allemagne ?***

La Ministre fédérale de la Justice (SPD) souhaite la mise en place de quotas pour accroître le nombre de femmes au sein des comités exécutifs des grandes entreprises (quota de 30 % de femmes au minimum). Selon une étude du Boston Consulting Group, si la représentation des femmes continue à croître au même rythme qu'en 2019, l'égalité au sein des comités exécutifs des entreprises cotées ne sera pas atteinte avant 2051. L'Université de Munich montre également que près de 60 % des comités exécutifs continuent à être uniquement composés d'hommes. Quant à la proportion de femmes, elle est inférieure à 9 % (soit tout de même + 2,5 points par rapport à 2017). La Ministre est soutenue par la Confédération allemande des Syndicats (DGB). Le BCG insiste également sur les inégalités de traitement entre les femmes et les hommes au sein des comités exécutifs, les femmes touchant une rémunération de 23 % inférieure à celle des hommes en 2019. Le gouvernement fédéral n'a pas encore pris position sur ce sujet.

## ***Réunion des représentants patronaux à Bruxelles, pour coordonner leur position vis-à-vis de la nouvelle Commission***

Le 3 décembre, le BDI, le Medef et l'association patronale italienne Confindustria se sont réunis à Bruxelles, afin de définir une ligne coordonnée vis-à-vis de la nouvelle Commission. Le directeur général du BDI y a notamment appelé la Présidente de la Commission à publier sans délai une stratégie industrielle européenne. Les organisations souhaitent également (i) une intervention accrue de la Commission en cas de choc sur la zone euro, (ii) un renforcement des entreprises européenne, et (iii) une réforme de la législation antitrust pour faciliter les fusions.

## ***La Commission valide l'IPCEI sur les batteries***

L'Allemagne salue la validation par la Commission européenne du projet important d'intérêt européen commun (IPCEI) pour la mise en place d'une filiale européenne des batteries. Les montants consentis par les sept Etats membres participants au projet s'élèvent à 3,2 Mds EUR. L'Allemagne met à elle seule 1,25 Md EUR, la France 960 M EUR. Parmi les 17 entreprises participantes figurent BMW, BASF, la filiale de PSA Opel ou encore le fabricant allemand de batteries Varta. Le Ministre fédéral de l'Economie et de l'énergie a évoqué un « grand succès pour l'Allemagne et pour l'Europe en tant que site de production automobile. » Deux usines de fabrication de cellules de batteries doivent voir le jour, la première en 2022 en France, la seconde en 2024 en Allemagne.

## ***Contentieux entre Daimler et Nokia concernant les véhicules autonomes***

Les deux entreprises ont saisi la Justice allemande. Nokia accuse le constructeur allemand d'installer dans ses véhicules une technologie de communication mobile protégée par un brevet, sans s'acquitter de redevance. Ce cas, porté devant plusieurs tribunaux régionaux, amène le Ministère fédéral de la Justice à envisager une réforme des brevets, l'industrie, notamment automobile étant de plus en plus confrontée à une insécurité juridique du fait de l'installation, dans des produits finis, de composants informatisés de plus en plus nombreux et protégés par des brevets.

## ***La transmission d'entreprises, une difficulté pour le Mittelstand allemand***

Selon une étude de la KfW, les dirigeants du Mittelstand éprouvent des difficultés croissantes à transmettre leurs entreprises à leurs enfants, alors que ces sociétés sont le plus souvent familiales. 44 % seulement des propriétaires proches de l'âge de la retraite souhaitent que leur groupe aille à leurs enfants. 34 % envisagent plutôt une transmission aux cadres ou aux employés de l'entreprise, soit 10 points de pourcentage de plus qu'il y a un an. Il s'agit d'une problématique particulièrement d'actualité, avec près de 152 000 transmissions envisagées dans les deux prochaines années, soit 4 % du total des entreprises du Mittelstand.



## ***90 % des patrons du Mittelstand sont des hommes***

Une étude révélée par le Handelsblatt dresse le portrait-robot des dirigeants des entreprises du Mittelstand. La sous-représentation féminine est l'élément le plus évident. Il s'agit en effet d'hommes à plus de 90 % (9,6 % de femmes), d'un âge moyen de 52 ans dont la rémunération, stable en 2018 par rapport à 2017, atteint 174 000 EUR.

## ***L'Allemagne souhaite mettre en place un « fonds du futur » pour financer les start ups en croissance***

Le 12 décembre, les Ministères fédéraux des Finances et de l'Economie et de l'énergie ont annoncé travailler à la création d'un « fonds de fonds » destiné à financer les start ups. Il pourrait être géré par KfW Capital, filiale de la KfW intervenant dans le financement du capital investissement. Il serait doté d'un montant initial d'1 Md EUR, alimenté par des apports publics et privés et qui pourrait atteindre 10 Mds EUR. Selon le Handelsblatt, un tel fonds est nécessaire, dans un contexte où une start-up allemande sur quatre envisagerait de s'implanter à l'étranger faute de financements nationaux suffisants, notamment pendant la période de « scaling up ».

## **INTERNATIONAL**

### ***Détente dans les relations économiques entre l'Arabie saoudite et l'Allemagne.***

Le 18 décembre a eu lieu à Berlin la Commission économique germano-saoudienne entre le Ministre fédéral de l'Economie et de l'énergie et le Ministre saoudien des Finances. Elle ne s'était pas réunie depuis 2015, l'Arabie saoudite ayant par ailleurs rappelé son Ambassadeur à Berlin en 2017 à la suite de la crise du Qatar. Les échanges économiques bilatéraux se sont dégradés, passant de près de 10 Mds EUR pour les exportations allemandes en 2015 à moins de 6 Mds EUR en 2019. Les deux pays souhaitent pour autant redynamiser la relation économique bilatérale. Le Ministre saoudien s'est notamment rendu en Allemagne accompagné d'une centaine d'entrepreneurs. L'Arabie saoudite souhaite en effet se tourner du côté des entreprises et du savoir-faire allemand du Mittelstand pour la réalisation du plan de diversification de son économie « Vision 2030. » L'introduction en bourse récente de Saudi Aramco, pour 25,6 Mds EUR, a permis d'accroître considérablement les ressources du Fonds public d'investissement saoudien (FIP). Ce fonds est notamment chargé de soutenir l'implantation de filières industrielles et d'équipements (touristiques, de transports...), à travers des appels d'offres sur lesquels les entreprises allemandes sont fortement encouragées à se positionner par leurs interlocuteurs saoudiens (Handelsblatt).

### ***Inquiétude des chercheurs allemands face à la Chine***

De plus en plus de chercheurs allemands expriment leur inquiétude face à la Chine. Selon le Handelsblatt, ils sont confrontés à un dilemme, ayant besoin de la Chine pour (i) les programmes de recherche commun, les instituts de recherche chinois disposant de moyens importants et d'une renommée de plus en plus importante, (ii) l'accueil de chercheurs chinois de haut niveau. D'un autre côté, les instituts de recherche craignent (i) le manque d'indépendance des centres de recherche chinois, en raison d'une emprise accrue du pouvoir politique, (ii) le risque qui de fuite de technologies et d'atteinte à la propriété intellectuelle, (iii) une relation à sens unique dans l'accueil de chercheurs (environ 250 chercheurs chinois accueillis en 2018 par la fondation Humboldt, alors qu'un seul chercheur allemand a demandé à aller en Chine), ce qui renforce les craintes d'espionnage. Face à cette question, certains instituts organisent des formations de sensibilisation. Ils appellent le Gouvernement fédéral et les Länder à agir. La Ministre fédérale de la Recherche, qui s'était rendue en Chine avec le Président de la République française en novembre, avait souligné à cette occasion son souhait de séparer les programmes de recherche civils et militaires. Les Ministères fédéraux de la Recherche et des Affaires étrangères ont mis en place un groupe de travail dédié, composé des principaux centres de recherche, de représentants du Ministère fédéral de l'Economie et de l'énergie et de l'Office fédéral de l'économie et du contrôle des exportations (BAFA). Le Ministère fédéral de la Recherche devrait faire des propositions concrètes à son partenaire chinois lors de la prochaine réunion sino-allemande sur la Coopération scientifique et technique (printemps 2020).

### ***Le gouvernement canadien poursuit Volkswagen dans l'affaire du « Diesel Gate »***

Le Gouvernement canadien entame des poursuites judiciaires contre Volkswagen concernant le « Diesel Gate », à l'issue d'une enquête de quatre ans portant sur l'importation de près de 130 000 véhicules entre 2008 et 2015, 60 actes

d'accusation sont formulés. Le groupe allemand a déjà été confronté à la justice canadienne dans le cadre de plaintes déposées par des personnes privées. L'entreprise a déjà versé près d'1,4 Md EUR d'indemnisation.

### *L'Allemagne en première ligne dans la deuxième phase du Brexit*

Le Handelsblatt souligne le rôle de premier plan, mais délicat et difficile, que jouera l'Allemagne dans la deuxième phase de négociations avec le Royaume-Uni dans le cadre du Brexit. L'accord régissant les relations entre le Royaume-Uni et l'Union européenne devrait, selon la Chancelière, être finalisé d'ici la fin de 2020, soit lors de la Présidence allemande de l'Union européenne. Mme Merkel a signalé que les principales difficultés seront (i) la gestion des délais, très courts au vue des enjeux, (ii) le maintien de l'unité européenne et (iii) la garantie, par le Royaume-Uni, d'une concurrence équitable avec l'Union. Elle a évoqué, lors du Conseil du 13 décembre, la crainte d'un « concurrent à nos portes », faisant allusion au risque de voir le Royaume-Uni mettre en place une politique de dérégulation après sa sortie de l'Union le 31 janvier 2020 (Handelsblatt, Le Monde).

## **NUMERIQUE, INNOVATION**

### *Les groupes parlementaires CDU/CSU et SPD au Bundestag entendent présenter une motion commune sur les critères de sécurité relatifs à l'extension du réseau 5G en Allemagne*

Selon le projet de motion « la sécurité des réseaux de communication ne pouvant être garantie par des procédures d'essais purement techniques, le critère de confiance en l'intégrité du fabricant et du système juridique dont il dépend deviendrait le principal critère d'appréciation ». Le document indique que les fabricants qui courent un risque avéré « d'influence de l'Etat sans contrôle constitutionnel, de manipulation ou d'espionnage » seraient exclus, tant dans le cœur de réseau que dans le réseau périphérique. Ceci conduirait à l'exclusion de fait de l'entreprise chinoise Huawei. Ce projet s'oppose fondamentalement à la ligne défendue par la Chancelière Angela Merkel qui s'est prononcée à maintes reprises en faveur de critères de sécurité exclusivement techniques. Norbert Röttgen, président de la commission des affaires étrangères CDU/CSU du Bundestag, avait d'ores et déjà présenté une motion à la conférence du parti - les 22 et 23 novembre- visant à exclure Huawei. Il espère aujourd'hui que l'opposition (Verts et FDP) rejoindra la « coalition contre Huawei ». A noter que le coprésident des Verts, Robert Habeck, avait exigé dès le mois de septembre que le fournisseur chinois soit exclu de la mise en place du réseau de téléphonie mobile 5G en Allemagne.

Le gouvernement fédéral a déclaré qu'il présentera une modification à la loi sur les télécommunications début 2020. Le Ministre de l'économie, Peter Altmaier (CDU), a assuré au groupe parlementaire du SPD qu'une réserve d'approbation de nature politique serait incluse dans la révision de la loi. Une procédure d'approbation individuelle pourrait en outre être prise au Conseil fédéral de sécurité (Bundessicherheitsrat) ou lors d'une réunion à huit clos du gouvernement.

### *Le gouvernement allemand travaille sur un projet interne de service de messagerie*

Le gouvernement souhaite développer une messagerie indépendante, pensée comme une alternative à WhatsApp. Le Ministre de l'intérieur, Horst Seehofer (CSU) a présenté un projet de service de messagerie « sécurisé, indépendant de toute plateforme et dédié aux différentes administrations publiques » en prenant pour exemple la France où une telle application, Tchap, a été développée sur une base open source. Ulrich Kelber, chargé de la protection des données au Ministère de l'intérieur a ajouté « il pourrait être envisageable de mettre en place, dans le cadre d'une coopération avec la France, un service de messagerie respectueux de la protection des données, constituant une alternative crédible et sûre aux produits existants sur le marché et intégrée au projet européen à moyen terme ».

### *Une entité dédiée aux auteurs d'incitation à la haine sur Internet sera créée au sein de l'Office fédéral de la police criminelle*

La Ministre fédérale de la justice et de la protection des consommateurs, Mme. Lambrecht (SPD), a annoncé la création de plusieurs centaines de postes au sein de l'Office fédéral de la police criminelle. Une entité dédiée aux auteurs d'incitation à la haine sur internet y sera créée. Le nouveau bureau examinera de près les cas signalés par les plateformes et les transmettra aux autorités chargées des enquêtes le cas échéant. La Ministre a déclaré « internet n'est pas un vide juridique, la liberté d'expression s'arrête là où commence le droit pénal. Il est important que les actes punissables soient suivis de conséquences. ».

## *Uber menacé d'arrêt de ses activités en Allemagne*

Uber pourrait temporairement arrêter ses activités en Allemagne, dès janvier 2020, à la suite d'une décision du tribunal régional de Francfort. En Allemagne, Uber ne met en relation que très peu de chauffeurs privés avec des clients. La plupart des chauffeurs sont employés par des sociétés de location de véhicules, qui disposent de flottes indépendantes. C'est ce qui a motivé le recours initié par Taxi Deutschland, qui reproche à la plateforme d'opérer sans les licences locales obligatoires pour les sociétés de location de véhicules. Le groupe a annoncé son souhait de se mettre en conformité avec les demandes du tribunal. Le juge a, de son côté, souligné le caractère transitoire de la mesure d'interdiction. Celle-ci pourrait entrer en vigueur dès janvier, laissant peu de temps à Uber pour obtenir des licences auprès des sept municipalités d'Allemagne où la plateforme est présente.

## *Un projet de modification de la loi sur les médias numériques fait débat*

La Ministre fédérale de la Justice défend une modification de la loi sur les médias numériques (Telemediengesetz – TMG) qui obligerait les fournisseurs de services en ligne et les moteurs de recherche à remettre aux autorités les mots de passe d'individus responsables de crimes de haine. La principale fédération du secteur du numérique, le Bitkom, critique un « mouvement précipité », l'Internet Economy Foundation (IEF) parle d'un « risque largement accru d'écoutes ». Quant au FDP, il évoque une « catastrophe pour les droits civils. » Les Verts sont également critiques, le SPD est en revanche plus nuancé, évoquant « un point problématique ».

### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Berlin (adresser les demandes à [berlin@dgtresor.gouv.fr](mailto:berlin@dgtresor.gouv.fr)).

### Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

### Service Économique de Berlin

Adresse : Pariser Platz 5, 10117 Berlin, Allemagne

Rédigé par (par ordre alphabétique) : Alissa ABOUD, David ANTONI, Thomas JEANNIN, Emmanuel LAGRANDEUR-BOURESSY, Catherine LEGRAND, Guillaume PRIGENT, Relu par : Etienne OUDOT DE DAINVILLE

Version du 12/07/2019